

L'esclavage a-t-il complètement disparu de nos jours ? Quelles sont les nouvelles formes qu'il pourrait revêtir ?

L'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ». Cependant si l'esclavage comme loi a été supprimé, est-ce qu'il a été annulé comme coutume ? Autrement dit, l'esclavage ne continue-t-il pas son ravage parmi les populations les plus démunies ? Nous étudierons, dans un premier temps, les nouvelles formes de l'esclavage puis nous envisagerons une réforme sociale visant la liberté de l'être humain.

Au sein de notre univers capitaliste et face au pouvoir de la matière, l'argent devient « une nouvelle forme d'esclavage impersonnel à la place de l'ancien esclavage personnel ». Sous le joug de ce fléau se dévoilent les métiers les plus pénibles, des métiers qui remettent l'esclavage en cause sans éveiller notre conscience humaine. Les petits réfugiés de la Syrie en sont un bon exemple : les voilà qui travaillent en-deçà de leurs capacités physiques. A ne pas oublier la prostitution des certaines filles qui ne sont que des victimes des réseaux mafieux de notre monde moderne : elles sont vendues et transportées vers d'autres pays où ce commerce fleurit. Elles sont obligées de vendre leurs corps, et s'elles refusent, elles risquent leurs vies. Et pourquoi ne pas parler des éthiopiennes, des sri-lankaises, qui, ce régime d'autoritarisme les submerge de beaucoup de fonctions pour peu de revenu et ce, dans le but fortifier le puissant et d'affaiblir le faible en exploitant l'instinct de conservation de ce dernier par la menace de privation de son pain quotidien. Bref, tout y est tohu-bohu, pagaille semée, par des êtres déboussolés dans un monde qui devient la scène de tout ce que l'imagination puisse créer hormis le modernisme. Cependant la population contemporaine décline toute responsabilité de prise en charge la mission qui lui incombe et compense son impuissance par le rejet de la faute sur les gouverneurs.

N'est-il pas le temps de lutter contre l'abus du pouvoir immérité ? Est-ce le monde que nous cherchons à construire, chers compatriotes, à l'époque où tout le monde a su abattre les régimes inadéquats ?

Actuellement, il paraît qu'une réforme psycho-sociale demeure impérative. Si l'abolition des lois relève d'une question sociopolitique déjà établie, celle des coutumes s'attache certainement à une attitude psycho-sociale nécessitant une prise de conscience collective, visant la libération de l'esprit humain. Tant que nous admettons que « la loi du plus fort soit toujours la meilleure » nous applaudissons l'esclavage et nous invitons notre progéniture à féliciter la décadence morale de la société voire de l'éthique. Sur ce terrain, nous devons avoir recours, à l'instar des sociétés civiles, à des méthodes innovantes pour sensibiliser l'opinion publique à l'ampleur du problème : des affiches publicitaires mais aussi des campagnes de sensibilisations dans les écoles et les universités pourraient jouer un rôle intéressant et participer au changement de la mentalité d'autrefois.

En guise de conclusion, un effort organisé visant à amener le public à faire pression sur des institutions et des personnes de manière à influencer sur leurs actions demeure une question urgente pour lutter contre toute forme d'esclavage. L'asservissement et la maltraitance de tout être humain ne sont-ils pas une injustice qu'il faut dénoncer et combattre ? Notre progéniture ne méritera-t-elle pas la garantie d'une vie décente ?

Clara Lakis